

CENTRE INTERNAT
ALE POUR LA PRÉVE
DE LA CRIMINALITÉ
INTERNATIONAL PO
PRÉVENTION DE LA



CENTRE
INTERNATIONAL
POUR LA
PRÉVENTION
DE LA CRIMINALITÉ

INTERNATIONAL
CENTRE
FOR THE
PREVENTION
OF CRIME

CENTRO
INTERNACIONAL
PARA LA
PREVENCIÓN
DE LA CRIMINALIDAD

**CENTRE INTERNATIONAL
POUR LA PRÉVENTION DE
LA CRIMINALITÉ** CENTRE
INTERNATIONAL POUR
APRÉVI **RAPPORT ANNUEL 2011**
MINALITÉ CENTRE INTE

Révision et coordination

Paula Miraglia et Émilie Gauduchon

Rédaction

Le personnel du CIPC

Traduction

Vincent Bélanger, Stéphanie Ferland et Émilie Gauduchon

Réalisation

Émilie Gauduchon

CIPC



ICPC

© CIPC– Juillet 2012

Centre international pour la prévention de la criminalité

www.crime-prevention-intl.org

RAPPORT ANNUEL 2011

CONTENUS

Situé à Montréal, au Canada, le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) est le plus important organisme international de prévention de la criminalité. Fondé en 1994, le CIPC a pour mission de promouvoir l'adoption de normes internationales axées sur la prévention de la criminalité et la justice pénale dans le but de renforcer la sécurité quotidienne et d'améliorer la qualité de vie de toutes les populations. Le CIPC travaille avec des États membres, des organisations internationales et régionales et des autorités à tous les échelons gouvernementaux, et il entretient une présence active dans les Amériques, en Europe, en Afrique et en Océanie. Le CIPC propose un vaste panel de connaissances – techniques et conceptuelles – sur le thème de la prévention de la criminalité, ainsi que sur les politiques, pratiques et outils connexes visant à réduire les facteurs de risque associés à la criminalité, à la

| | |
|--|-----------|
| MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE | 5 |
| CENTRE DE CONNAISSANCES | 6 |
| PUBLICATIONS DU CIPC | 7 |
| CENTRE D'ÉCHANGES ET D'EXPERTISE | 9 |
| CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LE CIPC | 10 |
| ÉVÈNEMENTS ORGANISÉS PAR LE CIPC EN COLLABORATION AVEC SES PARTENAIRES | 11 |
| DÉJEUNERS-CAUSERIE | 12 |
| VISITES DE DÉLÉGATIONS PROFESSIONNELLES | 13 |
| EXPERTISE DU CIPC AU SEIN DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES | 14 |
| INTERVENTIONS DU CIPC À DES ÉVÈNEMENTS | 16 |
| CENTRE DE COOPÉRATION | 20 |
| ÉCHANGES DE PRATIQUES PROFESSIONNELLES | 21 |
| PROJETS ET ASSISTANCE TECHNIQUE | 22 |
| GOUVERNANCE DU CIPC | 26 |
| STATUTS ET RÈGLES DE FONCTIONNEMENT | 27 |
| FINANCES | 28 |
| NOUVEAUX MEMBRES DU CIPC | 28 |
| ANNEXES | 30 |
| ANNEXE 1 : MEMBRES DU CIPC EN 2010 | 31 |
| ANNEXE 2 : L'ÉQUIPE DU CIPC | 34 |
| ANNEXE 3 : REVUE DE PRESSE 2011 | 35 |

MESSAGE DE PAULA MIRAGLIA, DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CIPC

Les partenariats et le réseautage sont au cœur même de la mission du Centre international pour la prévention de la criminalité. Ceci se reflète notamment dans la variété des projets et des activités conduits par le Centre au cours de l'année 2011.

L'année a débuté avec la tenue du séminaire interne du CIPC sur la prévention de la criminalité, qui fut organisé en collaboration avec les Ministères de l'Intérieur et de la Sécurité publique du Chili. Le séminaire a été une grande opportunité pour le CIPC de réunir ses membres afin de discuter de thèmes stratégiques et des enjeux futurs pour la prévention de la criminalité.

L'année 2011 a également été marquée par le lancement de la première édition de "l'Étude mondiale sur la sécurité dans les villes" du CIPC. Cette étude a été créée afin d'avoir la première base de données sur les initiatives des villes du monde entier en matière de prévention. Elle est devenue un outil important pour améliorer et démontrer l'importance croissante des stratégies locales de prévention de la criminalité.

Afin de garantir un échange constant des connaissances, le CIPC, en collaboration avec ses membres, la Chambre de Commerce de Bogota et la Banque mondiale, a publié conjointement la publication sur les: "Partenariats public-privé et la sécurité quotidienne: Guide pour l'action". Il ne s'agit pas d'un nouveau sujet pour le Centre mais le guide fut l'occasion de réaffirmer la nécessité d'impliquer différents acteurs pour garantir la promotion de la sécurité quotidienne.

En 2011, le CIPC a également continué à étendre son rôle d'assistance technique. Nous avons commencé un projet de trois ans au Pérou, financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), pour développer des stratégies locales pour la prévention de la violence contre les femmes et les jeunes. Travailler sur le terrain, et ainsi mettre en pratique les leçons apprises grâce à plusieurs années d'expérience, apporte un nouveau sens au travail du CIPC.

En tant que seule organisation internationale exclusivement consacrée à la prévention de la criminalité, se tourner vers l'avenir et anticiper les enjeux de demain sur la scène internationale sont au cœur même de la mission du CIPC. C'est dans ce cadre que le Centre, reconnu pour son expertise particulière, a été invité à se joindre à un consortium d'experts pour participer à une initiative, financée par l'OCDE-INCAF, visant à produire une analyse conjointe sur les facteurs mondiaux qui affectent le conflit et la fragilité.

Enfin, au cours de l'année nous avons également accueilli à Montréal des délégations en provenance de la France, de la Thaïlande et du Mexique qui partageaient les mêmes objectifs, à savoir, élargir leurs connaissances de la prévention de la criminalité et leurs réseaux. Ces visites mettent en évidence l'intérêt croissant pour la prévention de la criminalité dans différents pays et permettent de réaffirmer le rôle central du CIPC en tant que centre d'échange.

Il ne s'agit là que de quelques exemples de nos activités réalisées en 2011. Vous trouverez plus d'informations dans le rapport sur l'ensemble des activités passionnantes menées par le CIPC au cours de l'année.

CENTRE

DE CONNAISSANCES

La diffusion des connaissances du Centre a été particulièrement marquée en 2011 par la parution de quatre publications sur les sujets des partenariats publics-privés, les gangs de rue, la prévention du trafic humain et de la criminalité urbaine.

L'année fut aussi dominée par la rédaction du Rapport International 2012 sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne, ainsi que le lancement de l'Étude mondiale sur la sécurité dans les villes.



Publications du CIPC

Les partenariats publics-privés et la sécurité quotidienne : Guide pour l'action



Le CIPC, la Banque Mondiale et la Chambre de Commerce de Bogota (CCB) ont publié conjointement la publication sur : "les partenariats publics-privés et la sécurité quotidienne : Guide pour l'action". Le guide se veut un outil pratique qui démontre

comment les entreprises peuvent s'engager dans la sécurité de leurs collectivités. Plus précisément, ce guide est conçu pour aider les entreprises à: acquérir une meilleure compréhension de l'importance de la sécurité quotidienne et du rôle que peut y jouer le secteur privé; mobiliser les bons partenaires et trouver des méthodes appropriées pour entreprendre des initiatives visant à améliorer la sécurité urbaine; connaître les actions mises en œuvre à travers le monde et à identifier les interventions les plus appropriées selon le contexte. Le lancement du Guide a eu lieu au sein de la Chambre de Commerce de Bogota en Colombie le 15 novembre 2011 en présence de la Directrice Générale du CIPC, Le Président de la CCB, le représentant local de la Banque Mondiale et le Conseiller du Président Colombien en matière de sécurité des citoyens. L'événement a réuni près de 60 personnes provenant du secteur privé à Bogota. Le guide est disponible en anglais, espagnol et portugais sur le site internet du CIPC en format PDF et format e-book.

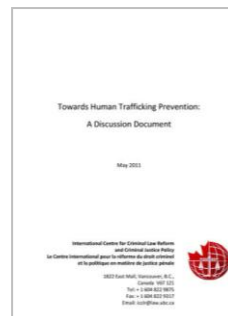
Rapport comparatif sur les modes d'intervention auprès des jeunes à risque d'adhérer à un gang de rue : pratiques de la Belgique, du Canada et de la France, Mars 2011



Dans le cadre de ce rapport d'analyse comparée, le CIPC a examiné les différents modes d'intervention favorisant le repérage des jeunes à risque, le dialogue et la désaffiliation des gangs, à la fois au Canada, en Belgique et en France. L'objectif était donc d'explorer

des pratiques afin d'identifier divers modes d'intervention et de bénéficier des particularités de chacun. Ce rapport contient 3 chapitres, chacun sur un pays spécifique et au total 11 pratiques (3 belges, 4 françaises et 4 canadiennes) ont été examinées. Le Rapport a été publié en français et en anglais.

Vers la prévention du trafic des êtres humains : Un document de discussion

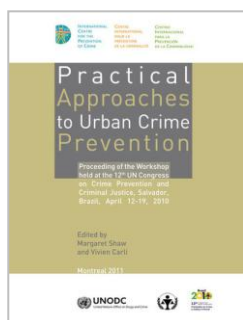


Le document a été préparé par Margaret Shaw, ancienne directrice de l'analyse et des échanges au CIPC et Nicole Barrett de l'International Centre for Criminal Law Reform and Criminal Justice Policy (ICCLR, Centre international pour la réforme du droit criminel et la

politique en matière de justice pénale) pour le ICCLR et le Ministère de la Sécurité Publique du Canada. Le document présente un aperçu des questions clés en relation avec la prévention du trafic humain à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé. Il explore quelques problèmes conceptuels et pratiques associés au trafic humain au niveau national et international, et considère les paramètres qui pourraient être inclus dans une stratégie de prévention du trafic hu-

main. Le document a été distribué aux experts qui ont participé à la conférence sur la prévention du trafic humain, qui s'est tenue à Montréal, du 21 au 24 mars 2011. Le document avait pour but d'alimenter les discussions au cours de la rencontre, afin de mettre en place un cadre général de la prévention du trafic humain allant au delà de ce qui se fait actuellement en matière d'application des lois et du soutien aux victimes.

Les actes de l'atelier C sur les « Approches pratiques pour la prévention de la criminalité urbaine », organisé dans le cadre du 12e congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale, du 12 au 19 avril 2010, Salvador de Bahia, Brésil



Les actes de l'atelier regroupent un ensemble de présentations et travaux qui furent présentés durant le 12e congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale. Les actes passent en revue les tendances clés de la croissance urbaine et de la criminalité dans les villes du monde entier, ainsi que les progrès accomplis dans le domaine des outils de prévention de la criminalité et de la formation. Le document explore plus particulièrement la prévention de la criminalité aux regards des mégapoles, des villes au taux de criminalité élevé, des réponses nationales en prévention, des projets visant à accroître l'intégration des populations marginalisées (les femmes, les populations migrantes, les minorités et les jeunes) et des outils innovants. Il définit en outre les raisons pour lesquelles la communauté internationale, les États membres et les gouvernements locaux cherchent à investir dans la prévention de la criminalité en milieu urbain. Les actes ont été lancés durant la 20e session de la Commission sur la prévention du crime et la justice pénale à Vienne le 12 Avril 2011, lors d'un événement organisé par le CIPC, le Conseil Académique du Système des Nations Unies (ACUNS) et le Ministère de la Sécurité Publique

du Canada. Les actes sont disponibles en anglais sur le site internet du CIPC.

L'étude mondiale sur la sécurité dans les villes

L'étude mondiale du CIPC sur la sécurité dans les villes a été lancée



ÉTUDE MONDIALE SUR LA SÉCURITÉ DANS LES VILLES

en juin 2011 avec pour but : 1-de collecter des informations sur les actions et le niveau d'engagement des municipalités/villes en matière de prévention de la criminalité ; 2- de créer la première base de données sur les initiatives des villes du monde entier en matière prévention ; 3- d'avoir un outil mis à la disposition des décideurs politiques pour les inspirer sur les pratiques existantes afin d'améliorer la qualité de vie de leurs concitoyens.

La diffusion de cette étude s'est faite par son envoi à plus de 100 associations de municipalités dans 63 pays différents. Les membres du CIPC ont également été sollicités afin de la diffuser auprès de leur réseau, et elle a été publiée sur le site internet du Centre. A ce jour, 174 villes ont répondu en provenance de 32 pays dans le monde. Les premiers résultats de cette étude seront diffusés et analysés dans le cadre d'un des chapitres du Rapport international 2012 sur la prévention de la criminalité.

CENTRE D'ÉCHANGES ET D'EXPERTISE

En 2011, le CIPC a organisé divers événements afin de favoriser les rencontres, les échanges entre les différents acteurs en prévention.

De même, le Centre a participé à l'organisation de diverses conférences en collaboration avec ses partenaires.

Enfin, le Centre a été également de plus en plus sollicité pour intervenir à titre d'expert en prévention, notamment auprès des organisations internationales.



Conférences organisées par le CIPC

Séminaire international de prévention de la criminalité, du 8 au 9 mars 2011, Santiago, Chili



Ce séminaire de deux jours, fut organisé en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique du Chili et destiné aux membres du CIPC. Le séminaire fut l'occasion, d'une part, de présenter différents stratégies et programmes de prévention de la criminalité existants dans certains des pays membres du CIPC et d'explorer différents outils, manuels et projets de prévention développés par certaines des organisations membres du CIPC.

Une quarantaine de participants était présent, regroupant à la fois des représentants des gouvernements du Chili, du Canada, de la France et de la Norvège, mais aussi des organisations membres du CIPC, telles que la Chambre de Commerce de Bogota, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Forum européen pour la sécurité urbaine, Onu-Habitat, etc. Des fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique du Chili étaient également présents dans l'assemblée.

Une quarantaine de participants était présent, regroupant à la fois des représentants des gouvernements du Chili, du Canada, de la France et de la Norvège, mais aussi des organisations membres du CIPC, telles que la Chambre de Commerce de Bogota, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Forum européen pour la sécurité urbaine, Onu-Habitat, etc. Des fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique du Chili étaient également présents dans l'assemblée.



Séminaire international sur la sécurité quotidienne des communautés autochtones, du 27 au 29 mars 2011, Montréal, Canada



Le CIPC a organisé un séminaire technique intitulé : Séminaire international sur la sécurité quotidienne des communautés autochtones, avec le soutien du Centre National de prévention du crime (Sécurité Publique du Canada) et le Ministère de la Justice du Canada. Une soixantaine d'intervenants clefs autochtones et non autochtones de l'Afrique du Sud, l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Mexique, la Nouvelle Zélande, la Norvège, et le Pérou ont pris part à ce séminaire. Parmi ces derniers étaient présents des représentants de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, des praticiens, des chercheurs, des décideurs politiques, des agents des services de santé et de police, des autorités locales.

Ce séminaire s'est intéressé plus particulièrement aux récents progrès, défis et approches actuelles et émergentes relatifs à la sécurité quotidienne des populations autochtones. Plus particulièrement, les conférenciers ont attiré l'attention sur la marginalisation et la victimisation des communautés autochtones, et sur l'impact des problèmes de sécurité sur ces communautés dans le monde, notamment sur les enfants, les jeunes et les femmes. Les recommandations ont souligné la nécessité de porter plus d'attention sur la sécurité et de mettre en place un réseau qui faciliterait l'échange d'informations et d'expertise sur la sécurité quotidienne des communautés autochtones, et qui permettrait aussi de faire progresser l'adoption et la mise en place de la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Évènements organisés par le CIPC en collaboration avec ses partenaires

Forum international «Penser l'avenir: la prévention dont le Mexique a besoin», du 27 au 28 Janvier 2011, Mexico, Mexique

Ce Forum international a été organisé par le Secrétaire exécutif du Système national de sécurité publique du Mexique en coopération avec le Centre national sur la prévention du crime et la participation citoyenne, le CIPC, le Forum européen pour la sécurité urbaine et la Banque mondiale. Cet événement, qui a regroupé plus de 400 participants avait pour but de générer un processus de communication et d'échange avec la communauté d'experts en prévention de la criminalité et les différents acteurs sociaux reliés à la participation citoyenne afin de construire des collectivités plus sûres, démocratiques et inclusives.

Paula Miraglia, directrice générale du CIPC, a présenté sur les approches préventives et les politiques nationales de sécurité dans le monde.



De gauche à droite : Erling Børstad (National Police Directorate, Norvège), Paula Miraglia (CIPC), Barbara Holtmann (CSIR), Elisabeth Johnson (FESU)

Séminaire sur le thème «Bandes de jeunes et gangs de rue», le 28 mars 2011, Paris, France

Ce séminaire qui a réuni des représentants de la France et du Canada, était organisé par le Conseil national des villes en France, le gouvernement du Canada, l'Ambassade du Canada à Paris avec la collaboration du CIPC.

Un ensemble de questions ont été abordé afin de mieux cerner la réalité des uns et des autres face à ce phénomène de Bandes de jeunes et de Gangs de rue. Cette rencontre avait pour objectif principal d'identifier des pistes de coopération futures entre les intervenants des deux pays.

Symposium sur le Maintien de l'ordre et la prévention de la violence, le 5 Septembre 2011, Le Cap, Afrique du Sud

Le symposium a rassemblé des praticiens et des chercheurs venus du monde entier, incluant 20 nations africaines, afin d'explorer les nouvelles tendances en prévention de la criminalité. Le symposium, qui a précédé la 5e réunion d'étape de la Campagne mondiale pour la prévention de la violence organisée par l'Organisation mondiale de la santé, a permis, pour la première fois, la participation accrue de la police à la Campagne mondiale. L'événement a été organisé par le CIPC, le African Policing Civilian Oversight Forum (APCOF, Forum africain pour le contrôle civil du maintien de l'ordre); la Fondation Cleen (Lagos, Nigeria); l'Initiative pour la prévention du crime et de la violence de l'Open Society Foundation's (OSF, Fondations de la société ouverte); l'Alliance pour la prévention de la violence (APV) coordonnée par l'Organisation mondiale de la santé; le programme « Des villes plus sûres » de l'ONU-Habitat; et le Centre de Criminologie, de l'Université du Cap.

Paula Miraglia a animé les discussions sur la prévention de la violence et a sélectionné les groupes cibles et les animateurs.

Conférence annuelle de l'American Society of Criminology, du 16 au 18 novembre, 2011, Washington DC, Etats-Unis



L'American Society of Criminology (ASC, Société américaine de criminologie) est la plus grande société de criminologie, avec plus de 1 500

universitaires et professionnels du domaine qui sont membres. Le thème général de conférence de cette année fut « Sortir des stéréotypes: innovations et projets audacieux en criminologie ». Le CIPC a organisé l'un des panels thématiques sur « L'impact de la recherche universitaire sur les politiques de prévention de la criminalité ».

Le CIPC a invité le Centre international de criminologie comparée (Université de Montréal), l'Institut national américain de la Justice, et le Centre national de prévention du crime (Sécurité Publique du Canada) a présenté durant ce panel afin de mettre en avant les mécanismes spécifiques par lesquels les politiques de prévention de la criminalité peuvent bénéficier des recherches universitaires et vice-versa.

Déjeuners-causerie

Déjeuner-causerie sur la réforme pénale et l'autonomisation de la femme au Maroc, 11 mai 2011, Montréal, Canada

Au cours de cette conférence organisée au CIPC en collaboration avec l'organisation Femmes et Villes international, M. Ali Rame, Docteur en Droit Privé, Professeur à la faculté de droit –Rabat Agdal a présenté les récentes réformes juridiques et judiciaires mises en place au Maroc en faveur de l'autonomisation de la femme marocaine et de lutte contre la violence à l'égard des femmes et toutes formes de discrimination.

Mme Karima Safia, Présidente de l'association belge Insoumise et dévoilée, est par la suite intervenue pour présenter le travail de son association en matière de prévention et de lutte contre les mariages forcés.



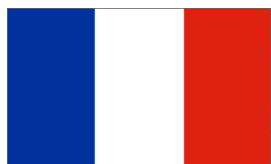
Conférence sur les homicides et les stratégies de sécurité à São Paulo, le 29 novembre 2011, Montréal, Canada

Cette conférence fut organisée en collaboration avec le centre international de criminologie comparée (CICC) et présentée par Paula Miraglia à l'Université de Montréal.

Paula Miraglia a présenté le cas de São Paulo qui a connu une très forte réduction du nombre de meurtres au cours des dix dernières années. Elle a expliqué comment la réduction des meurtres entraîne une réflexion sur les stratégies impliquées dans le processus de confrontation des rapports sociaux violents, sur les acteurs impliqués dans ce processus – tels que la police, la société civile et le crime organisé – ainsi que sur les connotations attribuées à la violence et à la sécurité dans ce contexte particulier.

Visites de délégations professionnelles

Délégation du parti socialiste français à Montréal, Canada, le 3 mars 2011



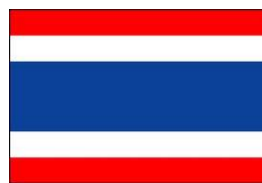
Dans le cadre des échanges bilatéraux entre les gouvernements de la France et du Canada dans le domaine de la sécurité publique et de la prévention de la criminalité, le CIPC, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et l'arrondissement St-Michel ont reçu en date du 3 mars 2011 une délégation du parti socialiste français composée à la fois de policiers et de membres du gouvernement. Dans le cadre de leur programme de visite, la délégation s'est rendue dans les locaux de l'arrondissement St-Michel en présence de la mairesse de l'arrondissement, M^{me} Anie Sanson, afin de discuter des efforts de collaboration entre la police de quartier et la municipalité pour la prévention de la criminalité. A cette occasion, le CIPC a pu présenter ses activités et le SPVM a quant à lui présenté ses actions menées en collaboration avec ses partenaires dans le quartier St-Michel.

Délégation du Mexique à Montréal, Canada, le 9 mars 2011



Dans le cadre des échanges bilatéraux entre les gouvernements du Mexique et du Canada dans le domaine de la sécurité publique et de la prévention de la criminalité en particulier, le Centre national de prévention du crime du Ministère de la Sécurité Publique du Canada a reçu en mars 2011 une délégation mexicaine composée à la fois de chercheurs, de policiers, de membres du gouvernement mexicain et de membres d'organisations gouvernementales. Lors de leur visite, la délégation mexicaine est venue au CIPC afin de présenter les efforts actuels du gouvernement mexicain en matière de prévention de la criminalité. A cette occasion, le CIPC a pu présenter ses ressources et outils qui aident à soutenir la gouvernance locale et qui favorisent une prévention efficace pour les populations à risque (jeunes, femmes, gangs etc.).

Délégation du Ministère de la Justice de la Thaïlande, le 11 Août 2011



Le CIPC a reçu une délégation du Ministère de la Justice de la Thaïlande composée de Vitaya Suriyawong, Député Directeur-Général du bureau des Affaires Judiciaires, et de Vongthep Arthakaivalvatee, gérant du projet Enhancing Lives of Female Inmates (ELFI, amélioration des conditions de vie des femmes détenues), au bureau des Affaires Judiciaires. Les membres de l'équipe du CIPC ont débuté la rencontre en présentant une vue d'ensemble des projets actuellement en cours au sein du CIPC. Puis, Rolando Ochoa, analyste sénior au CIPC, leur a présenté l'histoire et la mission du CIPC. Enfin, Kassa Bourne, directrice de l'administration et des finances au CIPC, leur a expliqué la gouvernance et la structure financière de l'organisation. La délégation s'est montrée particulièrement intéressée par les informations relatives au financement des projets et à la structure de gouvernance, dans la mesure où ces derniers prévoient d'établir une organisation similaire à celle du CIPC au sein du Ministère de la Justice.

Expertise du CIPC au sein des organisations internationales intergouvernementales



Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

20e Commission sur la prévention de la criminalité et la Justice pénale (CPCJP), du 11 au 15 avril 2011, Vienne, Autriche

Dans le cadre de la 20e session de la Commission de la criminalité à Vienne, le CIPC a participé aux réunions parallèles et aux rencontres des Instituts du Réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (PNJ).

Par ailleurs, en parallèle de la 20e session de la CPCJP, le CIPC, le Conseil Académique du Système des Nations Unies (ACUNS) et le Ministère de la Sécurité Publique du Canada ont organisé le 12 avril, un événement sur le thème « Formation au niveau international: la prévention de la criminalité fonctionne ». Cet événement avait pour but de présenter différents exemples de nouveaux outils de formation qui sont apparus au cours des dernières années dans le domaine de la prévention de la criminalité. Paula Miraglia est intervenue sur le thème «la formation et la prévention de la criminalité: le rôle de la technologie et l'innovation», en expliquant la manière dont la prévention de la criminalité pouvait bénéficier de cette nouvelle génération d'outils de formation.

Réunion du Groupe d'experts sur les services de sécurité privée civile (ONUDC), du 12 au 14 octobre 2011, Vienne, Autriche

Le CIPC, a été invité en tant qu'observateur et à titre d'expert à participer, en octobre 2011 à la réunion du groupe d'experts sur les services de sécurité privée civile. Il a notamment été question de l'importance que pouvait jouer ces services en matière de prévention du crime et de sécurité de la collectivité. Le Groupe d'experts a approuvé les projets de recommandations préliminaires et il fut décidé de les porter à l'attention de la prochaine session de la Commission en 2012.

Réunion du Groupe d'experts de l'ONUDC pour examiner le Manuel sur la réinsertion sociale des délinquants, du 16 au 17 Novembre 2011, Vienne, Autriche

Le CIPC a été invité à une réunion du Groupe d'experts afin de discuter et de réviser le Manuel sur la réinsertion sociale des délinquants préparés par l'ONUDC. Le Manuel a pour objectif de soutenir les efforts des États membres pour la réinsertion sociale des délinquants et pour la prévention de la récidive. Les experts invités à l'assemblée générale extraordinaire devaient fournir des observations de fond sur la publication.

En tant que représentante du CIPC, Marina Menezes, analyste sénior, a souligné la nécessité d'aborder le secteur privé dans le Manuel, a commenté sur la section concernant les jeunes contrevenants, et elle a suggéré quelques d'initiatives en provenance des pays d'Amérique latine qui pourraient être inclus à titre d'exemples dans le Manuel.

ONU-HABITAT

Le groupe de travail sur le réseau mondial des villes plus sûres, le 10 avril, 2011, Nairobi, Kenya

Le programme des villes plus sûres d'ONU-HABITAT, de concert avec ses partenaires, a travaillé sur la création d'un réseau mondial des villes plus sûres (GNSC).

En préparation à la mise en place du GNSC, ONU-HABITAT a organisé une réunion consultative des partenaires au mois d'avril 2011, au cours de la 23e session du Conseil d'administration d'ONU-HABITAT. Diverses recommandations ont été faites lors de cette réunion, et un groupe de suivi a été formé afin d'examiner et d'améliorer un document de travail sur la gouvernance et la structure administrative du GNSC.



Organisation Mondiale de la Santé (OMS)

5e réunion de la Campagne mondiale pour la Prévention de la Violence, du 6 au 7 Septembre 2011, Le Cap, Afrique du Sud

En tant que membre de l'Alliance de la Prévention de la Violence (APV) et de son comité de direction, le CIPC a participé à la 5^{ème} réunion sur le thème « Unir nos forces, l'autonomisation de la prévention », organisée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le ministère de la Santé d'Afrique du Sud et le gouvernement provincial du Cap de l'ouest. Environ 300 experts de plus de 60 pays ont discuté des progrès de l'OMS et de la Campagne mondiale pour la prévention de la violence et des priorités futures. Il fut notamment question de la manière d'améliorer la collaboration de différents secteurs et du développement de nouvelles initiatives telles qu'un rapport mondial sur l'état d'avancement des travaux sur la prévention de la violence.

Paula Miraglia a présenté lors d'une séance plénière sur les perspectives internationales de la prévention de la criminalité, en donnant divers exemples de pratiques prometteuses au niveau local et régional, à travers le monde.



Organisation des États Américains

Organisations des États américains (OEA)

Réunion des organisations de la société civile préparatoire à la 3e réunion des ministres en charge de la sécurité publique dans les Amériques (MISPA III), du 16 au 18 août 2011, Quito, Équateur

Le CIPC a participé à la réunion de la société civile préparatoire à la 3e réunion des ministres en charge de la sécurité publique dans les Amériques (MISPA III). Cette réunion préparatoire a été organisée par le Département de Sécurité Publique de l'Organisation des États Américains (OEA), en partenariat avec le Centro de Estudios de Desarrollo de Chile et Flacso-Ecuador. Cet événement a réuni de organisations d'Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Équateur, États-Unis, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, République Dominicaine, Uruguay et Venezuela. L'objectif de la réunion ayant été de contribuer à l'élaboration d'un agenda régional, à travers de propositions concrètes pour la MISPA III, qui s'est déroulée en Novembre 2011 à Trinidad & Tobago sur le thème de la « gestion policière ». À l'issue de cette réunion, les participants ont produit le document « Déclaration des organisations de la société civile pour la sécurité publique dans les Amériques » soulignant l'importance d'une plus grande prise en compte de la prévention, de la participation citoyenne et des droits humains, dans le cadre des politiques de sécurité publique dans les pays des Amériques.

Interventions du CIPC à des évènements

Conférence nationale sur la recherche portant les Autochtones en milieu urbain, du 23 au 24 février 2011, Toronto, Canada

Le CIPC a été invité à participer à cette conférence nationale de deux jours qui a réuni plus de 750 participants en provenance de tout le Canada. Cette conférence « prospective » s'est intéressée au « Biimaadizwin » (bien vivre sa vie) et a examiné la manière dont les Autochtones en milieu urbain au Canada poursuivent cet objectif important pour la communauté autochtone et les politiques publiques. Deux nouvelles initiatives ont été présentées lors de la conférence : le Réseau de recherche sur les politiques autochtones, et le Réseau de savoirs sur les Autochtones vivant en milieu urbain

Vivien Carli, analyste et chargée de projets au CIPC, est intervenue au cours de l'atelier sur la sécurité quotidienne. Sa présentation intitulée : « la ville comme un "espace d'opportunités": les expériences des Autochtones en milieu urbain et les partenariats pour la sécurité communautaire » a exploré l'impact de l'urbanisation sur la sécurité des peuples autochtones à travers le monde, et a souligné les possibilités d'échanger et de partager des modèles et des idées avec d'autres populations autochtones.

Forum national de planification et de dialogue de l'Assemblée des Premières Nations du 7 au 8 mars 2011, Vancouver, Canada.

Le CIPC a été invité à participer à ces deux jours de conférence sur le thème « Renforcer nos nations : accroître la capacité des économies et des gouvernements des Premières Nations ». Cet évènement a rassemblé 200 Chefs Autochtones, leaders, chercheurs et organisations non-gouvernementales de partout au Canada pour discuter des pratiques exemplaires, des expériences et des approches pratiques dans des domaines importants pour la gouvernance des Premières Nations, notamment la responsabilisation, la citoyenneté, le maintien de la sécurité dans les communautés, le développement des ressources, et l'énergie.

Vivien Carli a présenté lors de la plénière « Soutenir des communautés sûres et sécuritaires au sein des Premières Nations », sur la manière dont il est possible d'apprendre des expériences internationales au niveau de la sécurité des communautés autochtones, et comment les Premières Nations du Canada peuvent promouvoir leurs actions à un niveau international.

Tables rondes sur la prévention de la traite des personnes, du 14 au 15 mars 2011 à Winnipeg, au Canada et du 21 au 24 mars à Montréal, Canada

Ces tables rondes faisaient partie d'une série de quatre réunions sur la traite humaine financée par le Ministère de la Sécurité Publique du Canada. L'objectif général de ces rencontres était de travailler sur l'élaboration d'une stratégie nationale intégrée de lutte contre la traite des personnes sur le trafic humain au Canada. La première réunion s'est tenue à Vancouver au début de Mars.

Une cinquantaine de personnes ont été invitées à la deuxième table ronde qui s'est tenue à Winnipeg, comprenant des représentants du gouvernement provincial, de la GRC, de la police de Winnipeg, du gouvernement fédéral, et des ONG. Le Consulat des États-Unis était également présent. Les discussions ont porté sur la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé.

À Montréal de nombreux autres participants ont été invités à prendre part aux discussions. Des représentants de la Suède, la France, le Canada les États-Unis et d'autres pays développés étaient présents ainsi que des représentants de communautés autochtones au Canada.

Les comptes rendus des réunions sont en cours d'élaboration par le Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale à Vancouver. Le CIPC, représenté par Margaret Shaw et Rolando Ochoa, a participé à ces tables rondes afin d'apporter une perspective de prévention aux questions examinées.

52e Convention Annuelle de l'International Studies Association, du 16 au 19 Mars 2011, Montréal, Canada



Le CIPC a été invité à participer à la convention annuelle de l'International Studies Association (ISA, l'Association des Études Internationales), un congrès scientifique international majeur comprenant plus de 1000 ateliers, et réunissant plus de 5500 participants provenant de plus de 50 pays. La convention annuelle de 2011 a porté sous le thème « La gouvernance globale : l'autorité politique en transition ».

Paula Miraglia a présenté durant une table ronde parrainée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international sur « les politiques sur l'insécurité et la nature changeante de la Gouvernance en Amérique Latine et dans les Caraïbes : implications pour la gouvernance mondiale ».

Paula Miraglia a présenté durant une table ronde parrainée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international sur « les politiques sur l'insécurité et la nature changeante de la Gouvernance en Amérique Latine et dans les Caraïbes : implications pour la gouvernance mondiale ».

5e réunion annuelle de l'Observatoire pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur le crime organisé, du 6 au 8 avril 2011, Mexico, Mexique

Le CIPC a été invité par l'Observatoire à participer à l'assemblée annuelle. Cette réunion de trois jours avait comme objectif principal d'être un forum pour les experts locaux et internationaux afin d'échanger et de partager leurs connaissances, l'expertise et les derniers développements dans la recherche et la politique sur le crime organisé en Amérique latine. Près de 50 représentants et experts de la plupart des pays de la région étaient présents à cette réunion où des réunions, tables rondes, groupes de travail et présentations ont été organisés. L'objectif final de la réunion fut de proposer des approches socialement responsables pour lutter contre la criminalité organisée dans la région.

Colloque « Combattre les incivilités, agissons ensemble », le 12 mai 2011, Mont-Bénilde de Bécancour, Québec, Canada

Cette rencontre a été organisée pour mieux comprendre et lutter contre les incivilités qui représentent

une série de petits actes irritants (ex : le flânage, le vandalisme...) qui ne constituent pas des actes criminels, mais qui ont un impact direct sur les autorités municipales. Plus de 230 personnes ont répondu positivement à cette invitation. Plusieurs conférenciers ont pris la parole et présenté leurs expériences, notamment des représentants des organismes, Aux Deux Pivots et Commun Accord, qui ont présenté les services de médiation citoyenne offerts à la population de leur région.

Serges Bruneau, directeur de programmes au CIPC a été invité par la Sûreté du Québec à prononcer l'allocution d'ouverture en vue de favoriser un échange entre les participants.

5e Rencontre du Forum Brésilien pour la Sécurité Publique, du 13 au 15 Mai 2011, Brasília, Brésil



Le CIPC a été invité à participer à la 5e conférence du Forum Brésilien pour la Sécurité Publique, organisé par ce dernier et l'Université Catholique de Brasília, avec le support du Ministère brésilien de la Justice et le Gouvernement Fédéral. Les conférences annuelles du BFPS ont pour objectif de remédier au manque d'échanges entre les professionnels de ce domaine au Brésil. La conférence de 2011 a porté sur le thème « La participation et la planification de la sécurité publique » et s'est composée de deux conférences magistrales, 20 tables rondes, 15 panels et 8 sessions thématiques portant sur les thèmes de la sécurité publique. Le CIPC a été invité à présenter au cours de la session thématique sur « Les observatoires de la sécurité et la criminalité ».

Paula Miraglia a présenté les travaux du CIPC sur ce thème à une assemblée composée de différentes parties prenantes telles que des officiers de police, chercheurs, fonctionnaires, membres d'organisations non-gouvernementales, étudiants, etc. Sa participation a été financée par l'Ambassade du Canada au Brésil.

Comité Consultatif sur la planification de la sécurité des communautés autochtones en milieu urbain, du 6 au 7 Juillet 2011, Winnipeg, Canada

Le CIPC a été invité à participer à une réunion du comité consultatif pour aider le Groupe de la politique correctionnelle autochtone, du Ministère de la Sécurité Publique du Canada, à développer des modèles et des approches que les communautés autochtones pourraient utiliser pour développer des plans de sécurité communautaire. Cette réunion a réuni 20 personnes travaillant sur les questions de sécurité des Autochtones (au sein du gouvernement, de la société civile, de la police, ou œuvrant au sein d'organisations non-gouvernementales) pour développer un cadre de travail pour l'élaboration d'un guide sur la sécurité communautaire qui pourrait être utilisé dans n'importe quelle communauté autochtone en milieu urbain au Canada. Vivien Carli a animé l'une des tables rondes.

Symposium de Criminologie de Stockholm, du 13 au 16 Juin 2011, Stockholm, Suède



Dans le cadre du développement du Rapport International 2012, le CIPC a participé en tant que intervenant au Symposium, qui est un rassemblement prestigieux de criminologues du monde entier, et qui a accueilli plus de 600 participants. Rolando Ochoa a fait un exposé intitulé « Après le tremblement de terre: la criminalité dans les zones post-catastrophe » et a utilisé les cas d'Haïti (un pays avec lequel le CIPC a travaillé récemment) et du Chili (membre du CIPC) pour analyser les effets des catastrophes naturelles sur la criminalité et la manière dont la prévention peut être utilisée pour atténuer les effets négatifs de ces événements. La présentation a également souligné la peur du crime en situation de post-catastrophe et son influence sur le sentiment d'insécurité. Une importante rétroaction a été recueillie, ce qui a été intégré par la suite au Rapport International 2012. La présentation a permis de recueillir des informations importantes qui furent par la suite intégrées dans le Rapport International 2012.

Congrès Latino-américain sur les Observatoires, « les pratiques prometteuses et les résultats sur la sécurité quotidienne au niveau local », du 19 au 23 Septembre 2011, Buenos Aires, Argentine

Le CIPC a été invité à participer au Congrès, organisé par la Fédération Argentine des Municipalités (FAM) et l'Observatoire sur la Sécurité Municipale de la Province de Buenos Aires (ObserBa). Rolando Ochoa a participé au Congrès et a présenté sur la question des municipalités et la menace que représente le crime organisé. Au cours de ces deux jours, 20 présentations ont pu être entendues. Parmi les participants figuraient des élus municipaux de toute la région, des universitaires, des membres des forces de police et des représentants d'observatoires en provenance de partout en Amérique latine, en Amérique du Nord et en Espagne. Le principal objectif de la conférence était de mettre en évidence les pratiques prometteuses au niveau municipal, ainsi que de souligner les nouveaux défis auxquels les municipalités sont confrontées.



Rolando Ochoa (CIPC) au cours de sa présentation au Congrès Latino-Américain sur les Observatoires.

La 2e Conférence ministérielle d'examen de la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement, du 31 Octobre au 1er Novembre, 2011, Genève, Suisse



La conférence, organisée par le Gouvernement de la Suisse et par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), fut centrée sur le partage des expériences variées et riches que les participants ont pu acquérir dans la lutte contre le fléau de la violence armée. Près de 500 participants, dont des délégations nationales de 96 pays, ainsi que des organisations internationales et de la société civile ont participé à la conférence.

Paula Miraglia a présenté sur la pertinence de la prévention pour réduire la violence armée dans les villes au cours de la session thématique sur « la violence armée en milieu urbain ». Elle a aussi animé la session sur « les maires et les autorités locales face à la violence armée » qui a abordé le rôle des villes dans la lutte contre la violence armée. Paula Miraglia a également été invité par Small Arms Survey (l'une des organisations membre du CIPC) à intervenir dans leur événement organisé en parallèle sur « le renforcement du pouvoir d'action des femmes afin de permettre la réduction de la violence armée et la prévention ».

« Convention nationale Sûreté : bilan et perspectives » de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF), le 4 Octobre 2011, Paris, France



Cette première Convention nationale, organisée par la SNCF, visait à dresser un bilan de son action en matière de prévention de la délinquance. Plus de 300 participants ont assisté à cette Convention. A cette occasion, la SNCF a annoncé les deux priorités pour 2012 : la lutte contre la fraude et la lutte contre les

incivilités. Plusieurs actions concrètes ont pu être partagées : actions conjointes forces de l'ordre et agents de la Sûreté ferroviaire, médiation dans les transports lillois, actions de prévention situationnelle, vidéo protection, chantiers d'insertion, interventions en milieu scolaire, pratiques à l'international...

C'est dans le cadre du volet international que Serges Bruneau du CIPC a été invité par la SNCF à faire une communication sur l'état de la prévention à l'échelle internationale et plus particulièrement sur la manière dont la prévention de la criminalité se déploie au Québec.

CENTRE DE COOPÉRATION

En 2011, le CIPC a continué de diversifier ses modes d'interventions auprès de partenaires.

Les réseaux d'échanges entre praticiens qui avaient été initiés en 2010 ont été poursuivis dans les domaines des gangs de rue – bandes urbaines et de l'aide aux victimes.

Le Centre a été mandaté pour mener différents projets, qui ont pris la forme de mission d'analyse et d'évaluation pour nos partenaires colombiens, québécois et français ou la forme de mission de terrain afin d'apporter de l'assistance technique ou de soutenir la mise en œuvre de projets au Guatemala, en Haïti, au Pérou et au Salvador.



Échanges de pratiques professionnelles

Programme d'échange entre le Québec et la France sur le thème de l'Aide aux victimes



Ce programme d'échange de deux ans qui avait été amorcé en 2008 entre les partenaires suivants : le CIPC, L'association québécoise plaidoyer-Victimes (AQPV) et leur partenaire français l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM) a obtenu le financement de la Commission permanente de coopération franco-québécoise pour une reconduction de deux ans du projet intitulé : « Regards croisés sur les victimes ».

Les objectifs poursuivis par le projet Regards croisés sur les victimes sont de : 1-Poursuivre la coopération amorcée en 2008 et consolider le réseau d'échange entre l'AQPV, l'INAVEM et le CIPC ; 2-Poursuivre l'analyse des pratiques, politiques et législations en matière d'aide aux victimes d'actes criminels en France et au Québec ;3-Discuter de la préparation d'un ouvrage collectif sur les approches respectives ; 4- Participer aux Assises annuelles de l'INAVEM et à l'Assemblée générale des membres.

Ainsi la délégation québécoise s'est rendue en France du 22 au 30 juin 2011 pour assister, entre autres, aux XXVIes Assises nationales de l'INAVEM sur le thème : « Enfant enjeu, otage du conflit familial » et pour effectuer des visites et des échanges afin de toujours mieux comprendre le dispositif d'aide aux victimes en France et les pratiques des différents acteurs. Du 19 au 26 octobre 2011, la délégation française est venue à son tour à Montréal où elle eut notamment l'occasion de participer à « la Journée de réflexion sur les Tribunaux spécialisés en violence conjugale » organisée par la Table de concertation en violence conjugale de Montréal.

Programme d'échange entre le Québec et la Belgique sur le thème « Lutter contre les bandes urbaines par l'échange de pratiques »



Centre jeunesse
de Montréal
Institut universitaire



Ce programme d'échange de deux ans qui avait été amorcé en 2008 entre le CIPC, le Centre de jeunesse de Montréal et le Forum belge pour la sécurité urbaine a obtenu de la Commission mixte permanente Québec/Wallonie-Bruxelles une reconduction de deux ans du projet.

Dans ce cadre, un premier déplacement de la délégation québécoise en Belgique a eu lieu du 15 au 18 novembre 2011. Lors de ce déplacement, des rencontres de travail ont eu lieu avec le Comité de pilotage belge qui est chargé de mener l'étude de faisabilité du Programme de suivi intensif bruxellois. L'objectif étant d'adapter le modèle québécois de suivi intensif, développé par le Centre de jeunesse de Montréal, à la réalité belge. Au cours de cette visite, la délégation s'est également intéressée au projet de médiation citoyenne développé par l'association sans but lucratif Egregoros dans la commune d'Evere.

La visite de la délégation belge au Québec est prévue pour le printemps 2012.

Projets et Assistance technique

Réalisation d'un diagnostic et d'un plan d'action en sécurité urbaine dans l'Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro de la Ville de Montréal, Canada



L'Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro à Montréal, en partenariat avec l'organisme Action Jeunesse de l'Ouest de

l'île (AJOI), ont confié au CIPC le mandat de réaliser un nouveau diagnostic et un plan d'action en sécurité urbaine pour cet arrondissement. S'appuyant sur un diagnostic local réalisé en 2005, cette démarche vise à répondre aux nouveaux besoins de sécurité des citoyennes et des citoyens de l'Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Le plan d'action final devrait voir le jour au courant du premier semestre 2012.

Évaluation des actions et des programmes de sécurité publique de la Chambre de Commerce de Bogota, Colombie



La Direction de la Sécurité des citoyens (DSC) de la Chambre de commerce de Bogota a demandé au CIPC d'évaluer ses programmes, projets, stratégies, y compris son Observatoire de la sécurité à Bogota et à Cundinamarca et ses produits, selon les normes internationales de la prévention de la criminalité et de la justice pénale promues par le CIPC. L'objectif de ce processus était d'analyser les programmes et les projets à la lumière des expériences et des normes internationales existantes afin de fournir des recommandations sur la manière d'améliorer ses initiatives. Dans le cadre de cette évaluation, le CIPC a effectué deux missions sur le terrain en Juin et Novembre 2011. Aux termes de ce processus d'assistance technique, le CIPC a produit deux rapports comprenant des analyses, l'évaluation et des recommandations. Le premier rapport fut consacré aux projets, stratégies et

programmes de sécurité des citoyens de la DSC et le deuxième rapport a porté sur l'Observatoire de la sécurité à Bogota et à Cundinamarca.

Au final, le CIPC a certifié la qualité de l'Observatoire de la Chambre de commerce de Bogota. Ce dernier ayant rempli tous les critères élaborés par le comité scientifique du CIPC, composé d'experts dans le domaine.

Rapport d'analyse sur « les violences faites aux femmes dans les transports collectifs terrestres en Île de France »



Le CIPC dans le cadre de ses missions d'analyse a reçu le mandat du Ministère de l'Écologie, du Développement durable,

du Transport et du Logement en France par l'intermédiaire de son Observatoire national de la délinquance, d'apporter un éclairage sur les violences faites aux femmes dans les transports collectifs terrestres en Île de France.

L'objectif étant d'établir un diagnostic de la situation et plus précisément : 1-d'évaluer la nature et l'ampleur du phénomène; 2-de connaître la représentation que se font les femmes des violences qu'elles subissent; 3-de savoir si les femmes établissent une distinction de la violence selon les différents modes de transport ; 4-de connaître les améliorations souhaitées en termes de leviers d'action à mettre en place.

Le rapport d'analyse devrait être disponible au premier trimestre de 2012.

Stratégies locales intégrées pour la prévention de la violence faite aux femmes et aux jeunes, 2011-2014, Pérou

ESTRATEGIAS LOCALES INTEGRADAS PARA LA PREVENCIÓN DE LA VIOLENCIA CONTRA LAS MUJERES Y LAS / LOS JÓVENES EN PERÚ



Le CIPC a débuté en 2011 un projet au Pérou qui se déroulera sur trois années, appuyé par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI). Ce projet sera réalisé dans deux municipalités pilotes du Pérou (San Juan de Lurigancho et Villa El Salvador) en collaboration avec l'organisation locale Flora Tristan. Des formations en prévention de la criminalité, et sur les droits des femmes et des jeunes victimes de violence familiale et sexuelle seront notamment offertes aux autorités locales mais aussi aux fonctionnaires spécialisés ainsi qu'aux autorités policières au niveau national. Le but étant de mettre sur pied un plan de sécurité adapté à chaque municipalité afin de prévenir la violence faite aux femmes et aux jeunes, mais aussi de sensibiliser la communauté aux efforts de prévention afin d'augmenter le nombre de personnes qui participent à la sécurité urbaine.

Le lancement du programme a eu lieu les 22, 23 et 24 novembre 2011 dans le cadre de la journée internationale sur la non violence contre les femmes. Le CIPC en collaboration avec Flora Tristan et les municipalités impliquées (San Juan de Lurigancho, Villa El Salvador et Lima cercado) à organisé le lancement sous la forme de marches exploratoires symbolique. Cet événement à été accueilli avec beaucoup d'acclamation et une importante participation de la société civile et des acteurs de sécurité. L'objectif de ce lancement était de faire connaître le programme dans les municipalités cibles.

La revue de presse du lancement du projet est disponible en annexe.



Lancement du Projet à San Juan de Lurigancho, au Pérou, coordonnée par Stéphanie Ferland, analyste et chargée de projets au CIPC.

Renforcement des capacités techniques de l'observatoire national de la violence et de la criminalité, 2011, Haïti



En 2010, le CIPC a été sélectionné par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour apporter un appui méthodologique et stratégique à l'Observatoire Nationale de la Violence et de la Criminalité, en Haïti. Cet accompagnement doit garantir la production d'informations et d'analyses fiables sur les phénomènes de violence, de criminalité et de sentiment d'insécurité en Haïti.

Plus précisément, le CIPC a réalisé au cours de 2011 cinq missions de terrains afin d'appuyer l'Observatoire pour la mise en place d'une méthodologie de cartographie de la criminalité en Haïti, pour dispenser une formation en méthodologie d'enquête de victimisation, et l'accompagner tout au long de la mise en place de l'enquête de victimisation (conception du questionnaire, pré-test du questionnaire...) qui s'est déroulé dans quatre régions d'Haïti soit l'Artibonite, Les Cayes, Port-de-Paix et Ouanaminthe.



38 étudiants des facultés rattachées à l'Université d'Etat d'Haïti ont participé du 28 avril au 6 mai, 2011 à une formation spécialisée sur les éléments fondamentaux de la violence en Haïti et sur la méthodologie de l'enquête de victimisation, organisée par L'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité (ONAVC), l'association URAMEL (Unité de Recherche et d'Action Médico-légale), le CIPC et le PNUD.

Après ce premier contrat avec le PNUD en Haïti, le CIPC a signé un nouveau contrat de quatre mois avec ce dernier. Le projet consiste à mener une évaluation de la situation sécuritaire dans les zones qui ont été touchées par le tremblement de terre de janvier 2010 en Haïti.

Assistance technique pour le projet de prévention de la criminalité au Guatemala

En 2011, le CIPC a continué de travailler avec le projet de prévention de la criminalité au Guatemala en effectuant deux missions d'assistance technique. Ce projet (2010-2015) est mis en œuvre par le Research Triangle Institute (RTI International), en collaboration avec le Centre canadien pour la coopération internationale (CECI) et l'Association du groupe Ceiba, avec le support de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le soutien du CIPC se concentre sur la «relation entre la police et la communauté.»

La première mission (Mars 2011) avait pour but d'établir un diagnostic sur les différentes expériences de «police communautaire» mises en œuvre dans le pays et de proposer une approche méthodologique pour aborder la question des relations de la police avec la communauté. Pour ce faire, le CIPC a réalisé des consultations et des entretiens avec plus de vingt

acteurs (gouvernement, police, société civile, coopération internationale, etc.) qui ont participé à ces processus et les résultats ont été compilés dans un rapport final sous forme de recommandations.

La seconde mission (Novembre 2011) consistait à renforcer la Commission présidentielle sur la réforme de la police en apportant un appui technique à travers une série de réunions de travail et de formation sur des questions telles que les observatoires de la criminalité, les tendances en matière de prévention et les partenariats de sécurité des citoyennes avec le secteur privé, auxquelles ont participé les membres de l'équipe technique de la commission et de l'Unité de la prévention de la Police nationale civile. Par la même occasion, Esteban Benavides, analyste et chargé de projets, a participé au séminaire "la violence et la recherche au Guatemala», organisé par Intrapaz de l'Université Rafael Landivar le 29 Novembre, 2011. Enfin, le CIPC a également produit un document visant à soutenir une proposition pour un Diplôme universitaire en prévention de la criminalité.



Esteban Benavides (CIPC) avec des agents de la Police Nationale Civile (PNC), membres de la Commission présidentielle de Réforme policière,

Assistance technique pour le projet de prévention de la violence et de la criminalité au Salvador

Dans le cadre de sa collaboration avec le CECI, le CIPC a réalisé une mission d'assistance technique pour le projet de prévention communautaire contre la violence et la criminalité, implanté au Salvador depuis 2008 par RTI International, en partenariat avec le CECI et avec le financement de USAID.

Cette mission avait pour objectif de renforcer les capacités des partenaires du projet, en mettant en relation la réalité salvadorienne avec ce qui se passe dans d'autres pays de la Région, et celles des acteurs impliqués dans les efforts de prévention au niveau gouvernemental et local: les communautés à risque (les dirigeants et les jeunes), le gouvernement local (Maires et conseillers municipaux), les autorités du gouvernement national (Police, éducation, santé, travail), et les instances de la société civile (ONG, fondations, églises et entreprises du secteur privé).

Projet sur les facteurs internationaux qui affectent les conflits et la fragilité avec l'OCDE-INCAF



À l'automne de 2011, le CIPC a été invité à participer à une proposition de projet collectif qui a finalement obtenu des fonds du Réseau international sur les situations de conflits et de fragilité de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE-INCAF) afin de créer un consortium d'experts pour analyser et travailler sur les facteurs internationaux qui affectent les conflits et la fragilité. Le projet comprend des universitaires et des experts venant de différents horizons et diverses spécialisations en charge d'analyser six différents facteurs internationaux: le crime organisé, les groupes armés, l'aide internationale et le commerce, l'aide militaire et la sécurité des marchés, les idées et la technologie et enfin la libéralisation. L'objectif principal étant de regarder l'interaction entre ces facteurs et la manière dont ces derniers affectent le conflit et la fragilité. Le CIPC contribuera à la partie sur la criminalité transnationale organisée du projet.

GOUVERNANCE

DU CIPC

En 2011, le CIPC a eu le plaisir d'accueillir cinq nouveaux membres de différents pays.

Sous cette partie sont donc évoquées les questions relatives à la structure du Centre : statuts et règles de fonctionnement, gestion, finances et le développement des adhésions.



Statuts et règles de fonctionnement

Réunions de gouvernance du CIPC, du 10 au 11 Mars 2011, Santiago, Chili

La dix-septième Assemblée Générale Annuelle (AGA) du CIPC et une réunion conjointe du Conseil d'Administration et du Comité Consultatif et d'orientation (CCO) ont eu lieu à Santiago, au Chili en même temps que le Séminaire pour les membres du CIPC qui s'est tenu les 8 et 9 mars 2011, à Santiago, au Chili.

Étaient présents des représentants des gouvernements du Chili, Canada, France (Président du CCO), Salvador et de la Norvège (Vice-président du CCO), et les membres du Conseil d'administration, Chantal Bernier (Présidente), Michel Marcus (Vice-président), Erich Marks (Secrétaire) et Vincenzo Castelli (Administrateur).

Les organisations suivantes étaient également représentées en tant que membres du CIPC:

- Cámara de Comercio de Bogotá
- Fondation CLEEN
- Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité et de la Justice (INHESJ)
- ONU-HABITAT
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)
- Université Alberto Hurtado (Chili)

Les cinq objectifs de l'AGA furent les suivants:

- Approuver le plan stratégique
- Mettre en place un plan de travail concret à partir du plan stratégique afin de guider les activités du CIPC
- Déterminer la pertinence du CIPC pour ses membres
- Discuter la structure interne du CIPC
- Proposer des idées pour de nouvelles stratégies de communication

Paula Miraglia a également présenté les résultats préliminaires de l'évaluation des ressources humaines entreprise en 2010, et un aperçu de la restructuration proposée du CIPC. Au cours de l'AGA, Erick Marks, Michel Marcus, et Vincenzo Castelli ont été réélus au Conseil d'Administration, mais aucun nouveau poste n'a été pourvu.

Au cours de ces réunions de gouvernance, il fut aussi question de la nécessité du CIPC de diversifier ses sources de financement, un processus qui est déjà en cours et qui se poursuivra au cours de la prochaine année.

Les prochaines réunions de gouvernance auront lieu en Février 2012 au Cap en Afrique du Sud.



Le Conseil d'Administration, le Comité Consultatif et d'orientation et les organisations Membres du CIPC, à Santiago au Chili

Nomination du Trésorier du CIPC: M. Paul Girard



Suite à la démission à mi-mandat de M. Claude Trudel en tant que Trésorier du CIPC, le Conseil d'Administration a procédé à un vote d'urgence pour remplacer ce dernier, ainsi M. Paul Girard a été élu à ce poste en Octobre 2011.

M. Girard a depuis longtemps était impliqué aux côtés du CIPC, notamment en tant que Sous-ministre associé du Ministère de la Sécurité Publique du Québec, et avant cela en tant que Directeur général de à l'École nationale de police du Québec, et de Directeur adjoint de l'Institut de police du Québec. Il a également été pendant quelques années Conseiller en planification stratégique à Hydro-Québec.

Finances

Le financement des activités du CIPC en 2011 fut issu, comme toujours, de diverses sources: les contributions des gouvernements et des villes membres, les frais d'adhésion, et le financement de projets. Bien que le financement par projet a continué de croître, et que le Centre a été impliqué dans des projets à plus long terme, avec notamment un projet de 3 ans au Pérou financé par l'ACDI et de deux grands projets en Haïti financés par le PNUD, le Centre continue de faire face à des défis quant à sa situation financière. Cette situation peut notamment s'expliquer par une diminution des contributions en provenance des pays qui finançaient traditionnellement les activités "générales" du CIPC.

Évolution du budget général

Comme des informations stratégiques sur les sources de financement n'ont été connues que tardivement au cours de l'année 2011, la planification des activités du Centre a été difficile. Par conséquent, le CIPC a clôturé l'année financière avec un déficit. Le Centre a réussi à se maintenir et à réaliser ses engagements et projets en ayant recours à un fonds de réserve créé en 2007 pour gérer une telle situation, et aussi en limitant autant que possible les dépenses avant que la crise ne se manifeste dans toute son ampleur.

Les financements généraux, qui se composent principalement des contributions des gouvernements et de des villes, ont subi des coupures significatives, suite à la crise financière mondiale. Au total, l'année 2011 a connu une diminution de revenus de 27% par rapport à 2010 (2010 - 1 361 171\$, 2011 - 989 858 \$), mais a aussi vu une augmentation de 9% du financement par projet.

Évolution du nombre de contributeurs

Les revenus liés à l'adhésion générale au CIPC a augmenté une fois de plus avec l'arrivée de cinq nouveaux membres, par ailleurs huit gouvernements subventionnent toujours le Centre, ainsi que trois villes.

Nouveaux membres du CIPC

En 2011, le CIPC a eu le plaisir d'accueillir cinq nouveaux membres, une ville et quatre organisations.

La ville de Dakar



Dakar est la capitale du Sénégal en Afrique de l'Ouest, véritable carrefour entre l'Afrique et l'Occident. Plus de 1 million de personnes vivent à Dakar (à doubler en incluant toute la région métropolitaine) ce qui en fait la plus grande ville du Sénégal. Dakar est situé sur la presqu'île du Cap-Vert. La Ville de Dakar tient à collaborer avec le CIPC sur les questions de gouvernance locale ainsi que la formation en matière de sécurité urbaine.

www.villededakar.org

African Policing Civilian Oversight Forum



L'African Policing Civilian Oversight Forum (APCOF), fondé en 1994, est un réseau de praticiens de police africains issus des institutions étatiques et non étatiques. Il est actif dans la promotion de la réforme de la police par un contrôle civil sur la police. Il estime que les grandes valeurs derrière l'établissement de la surveillance civile est d'aider à rétablir la confiance du public, de développer une culture des droits de l'homme, l'intégrité et la transparence au sein de la police et de promouvoir de bonnes relations de travail entre la police et la communauté.

<http://www.apcof.org.za/home/default.asp>

Khulisa



Khulisa est une organisation sud-africaine à but non lucratif, qui a débuté en 1997, pour répondre à l'augmentation du taux de criminalité et de violence.

Khulisa s'attaque aux vulnérabilités sociales comme un problème systémique et travaille avec une variété d'acteurs comprenant des entreprises, des ONG et le gouvernement pour coordonner et faciliter les projets qui visent à réduire la pauvreté, à permettre la réinsertion des anciens détenus, à réduire la criminalité, à soutenir l'autonomisation des victimes, à favoriser le développement des entreprises et l'élévation de la communauté.

Khulisa est maintenant une organisation multi-primée qui offre des services aux communautés vulnérables à travers l'Afrique du Sud, mais aussi dans certaines parties du Royaume-Uni et de plus en plus dans un certain nombre de pays de l'Océan Indien et d'Afrique.

<http://www.khulisaservices.co.za/>

L'Observatoire International de Justice Juvénile (OIJJ)



L'Observatoire International de Justice Juvénile (OIJJ) est une Fondation Internationale d'Utilité Publique dont le siège est à Bruxelles. Cet observatoire a été créé en 2003 afin de permettre au niveau international l'analyse et la réflexion entre les professionnels de la

justice juvénile ainsi que les organismes concernées par la situation des enfants et des jeunes en situation d'exclusion et de réclusion. Le travail de l'OIJJ est basé sur une vision internationale et interdisciplinaire de la justice juvénile. Il promeut des stratégies internationales de développement des politiques, des législations et des méthodes d'intervention.

<http://www.oijj.org/index.php?idioma=fr>

Safe Communities Foundation New Zealand



Créée en 1994, La Safe Communities Foundation of New Zealand (SCFNZ) est une organisation à but non lucratif chargée de promouvoir le « Modèle international pour créer de communautés sûres » en Nouvelle-Zélande.

Le but de la SCFNZ est de travailler en collaboration avec les communautés, les écoles, les agences gouvernementales et industrielles afin d'améliorer la sécurité des communautés par la sensibilisation, la compréhension, le soutien et le leadership. Ceci dans le but de mettre en œuvre des programmes efficaces de sécurité communautaire, de créer des environnements sûrs et de contribuer à réduire l'impact social et les coûts économiques des préjudices en Nouvelle-Zélande.

<http://www.safecommunities.org.nz/>

ANNEXES

Annexe 1 :

Membres du CIPC en 2011

Annexe 2 :

L'équipe du CIPC

Annexe 3 :

Revue de Presse 2011



Annexe 1 : Membres du CIPC en 2011

8 gouvernements membres du Comité consultatif d'orientation

Afrique du Sud, South African Police Service, Department of Safety and Security
Argentine, Dirección Nacional de Política Criminal, Ministerio de Justicia y Derechos Humanos
Canada, Centre National pour la Prévention du Crime, Ministère de la Sécurité publique
Chili, División de Seguridad Ciudadana, Ministère de l'Intérieur
El Salvador, Conseil national de la sécurité publique, Presidencia de la República
France, Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes (SG.CIV)
Québec, Canada, Ministère de la Sécurité publique
Norvège, Direction de la Police nationale, Ministère de la Justice et de la Police

41 organisations et 3 villes membres du CIPC

African Policing Civilian Oversight Forum (APCOF), Afrique du Sud
Applied Research in Community Safety Ltd. (ARCS), Royaume Uni
Association Canadienne des Chefs de Police (ACCP), Canada
Association mondiale des grandes métropoles (Metropolis)
Australian Crime Prevention Council (ACPC), Australie
Australian Institute of Criminology (AIC), Australie
Centre for Justice and Crime Prevention (CJCP), Afrique du Sud
Cámara de Comercio de Bogotá (CCB), Colombie
CLEEN Foundation, Nigeria
Coalición Centroamericana para la Prevención de la Violencia Juvenil (CCPVJ), El Salvador
Consejo Ciudadano de Seguridad Pública, Prevención y Readaptación Social del Estado de Jalisco, État de Jalisco, Mexique
Comisión Nacional para Prevenir y Erradicar la Violencia contra las Mujeres (CONAVIM), Mexique
Council for Scientific and Industrial Research (CSIR), Afrique du Sud
Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), Chili
Fédération Canadienne des Municipalités (FCM), Canada
Foro Latinoamericano para la Seguridad Urbana y la Democracia (FLASUD)
Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (FESU)
Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU), France
German Congress on Crime Prevention (GCCP), Allemagne
Groupe Communautaire Contre La Violence (GCC La Violence), Canada
Institut africain des Nations Unies pour la Prévention du Crime et le Traitement des Délinquants (UNAFRI - United Nations African Institute for the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders)
Instituto Latinoamericano de las Naciones Unidas para la Prevención del Delito y el Tratamiento del Delincuente (ILANUD), Costa Rica
Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité et de la Justice (INHESJ), France
Instituto para la Seguridad y la Democracia (Insyde), Mexique
International Agency to Crime Prevention, criminal law and jurisdiction (IACPCLJ), République slovaque
Khulisa, Afrique du Sud
Naif Arab University for Security Sciences (NAUSS), Arabie Saoudite
National Crime Prevention Council (NCPC), Etats-Unis d'Amérique
National Indian Youth Leadership Project, Etats-Unis d'Amérique
National League of Cities (NLC), Etats-Unis d'Amérique

Norwegian National Crime Prevention Council (KRÅD), Norvège
Observatoire International de Justice Juvénile (OIJJ)
Observatoire national de la délinquance dans les transports (ONDT), France
Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC)
Onlus Nova Consorzio per l'innovazione sociale, Italie
Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU HABITAT)
Safe Communities Foundation New Zeland (SCNFZ), Nouvelle Zélande
Small Arms Survey, Suisse
Union des Municipalités du Québec (UMQ), Canada
Universidad Alberto Hurtado, Chili
Vélo-Sécur, Canada
Ville de Dakar, Sénégal
Ville de Lille, France
Ville de Paris, France

7 membres honoraires

Les membres honoraires du CIPC se distinguent par leur action dans le domaine de la prévention et leur soutien au CIPC

Jack Calhoun, ancien président et directeur général du National Crime Prevention Council, États-Unis

Nils Christie, professeur de criminologie à l'Université d'Oslo, Norvège

Raymonde Dury, Présidente du CIPC de 2004-2009
Députée européenne honoraire et ancienne gouverneure de Bruxelles (Belgique)

Paul Girard, Président du Comité consultatif et d'orientation du CIPC de 2005 à 2007
Ancien Ministre adjoint, Direction générale des affaires policières, Ministère de la Sécurité publique du Québec, Canada

Edgar Mohar, Consultant pour l'Institute for Security and Democracy (Insyde)

Valérie Sagant, Directrice générale du CIPC de 2005-2010
Magistrate, Vice-Présidente chargée de l'application des peines au Tribunal de grande instance de Créteil, France

Franz Vanderschueren, directeur du Programme de sécurité urbaine, Université Alberto Hurtado, Santiago, Chili

12 membres du Comité scientifique

Marcelo Aebi, Professeur de criminologie et vice-directeur, École des Sciences Criminelles, Université de Lausanne, Suisse

Kauko Aromaa, Directeur, Institut Européen pour la prévention et le contrôle de la criminalité (HEUNI), Finlande

Elena Azaola, Chercheur, Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, Mexique

Claudio Beato, Directeur, Centro des Estudos de Criminalidade e Segurança Publica, Universidad Federal de Minas Gerais, Brésil

Benoit Dupont, Directeur, Centre international de Criminologie comparée (CICC), Canada

Ross Hastings, Professeur de criminologie co-directeur, Institut pour la prévention de la criminalité, Université d'Ottawa, Canada

Peter Homel, Analyste principal, Australian Institute of Criminology (AIC), Australie

Tim Hope, Professeur de criminologie, Chaire de criminologie, School of English, Sociology, Politics and Contemporary History University of Salford, Royaume-Uni

Azzedine Rakkah, Directeur de Recherches, Centre d'Études et de Recherches Internationales (CERI) Sciences Po Paris, France

Dennis P. Rosenbaum, Professeur de justice pénale et directeur, Centre for Research in Law and Justice, Université de l'Illinois, Chicago, États-Unis

Elrena van der Spuy, Maître de conférences, Centre of Criminology, Université du Cap

Anne Wyvekens, Chargée de recherche, Centre national de la recherche scientifique, France

Annexe 2 : L'équipe du CIPC

Personnel (par ordre alphabétique)

| | |
|---------------------------|--|
| Esthela Alvarado | Réceptionniste |
| Esteban Benavides | Analyste et chargé de projets |
| Kassa Bourne | Directrice de l'administration et des finances |
| Serges Bruneau | Directeur des programmes |
| Vivien Carli | Analyste et chargée de projets |
| Stéphanie Ferland | Analyste et chargée de projets |
| Emilie Gauduchon | Responsable des communications |
| Cvetanka Georgieva | Chargée de la tenue des livres comptable |
| Julie Kropp | Recherchiste-documentaliste |
| Marina Menezes | Analyste senior |
| Paula Miraglia | Directrice générale |
| Rolando Ochoa | Analyste senior |

Ont également au CIPC au cours de l'année 2011

| | |
|----------------------|---|
| Joanie Prince | Analyste et chargée de projets |
| Margaret Shaw | Directrice de l'analyse et des échanges |

Stagiaires en 2011

| | |
|------------------------------------|---|
| Sandrine Benoit | Étudiante, Master 2 Professionnel Sécurité internationale et défense, Université Pierre Mendès France à Grenoble, France Stage de recherche sur le 3 ^{ème} Rapport International sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne |
| Hannah Gringard | Étudiante, baccalauréat en relations interculturelles et comportement, Université Jacobs, Bremen, Allemagne Stage de recherche sur le 3 ^{ème} Rapport International sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne |
| Pier Angelli De Luca Maciel | Diplômée en Droit de l'Université de São Paulo, Brésil Stage de recherche sur le 3 ^{ème} Rapport International sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne |
| Olivia Woerly | Étudiante, Maîtrise en Études Internationales, Université de Montréal, Canada Stagiaire en Communications |

Annexe 3 : Revue de Presse 2011

Séminaire international sur la sécurité quotidienne des communautés autochtones, du 27 au 29 mars 2011, Montréal, Canada

[Femmes autochtones victimes de traite ou d'exploitation sexuelle : La peur de dénoncer](#)

Josianne Desjardins, 24 heures (Montréal), Canada
27/03/2011

[Seguridad Indígena en las Américas](#)

Entrevue avec Alicia Abanto Cabanillas, Rodrigo Elizarraras Alvarez et Rolando Ochoa

Radio Canada International, Paloma Martinez "Canadá en las Américas"

30/03/2011

Stratégies locales intégrées pour la prévention de la violence faite aux femmes et aux jeunes, 2011-2014, Pérou

[Atrapas con salida](#)

César Chaman, El Peruano, Pérou
29/11/2011

[Marcha por la No Violencia Contra la Mujer en SJL](#)

Generaccion.com, Pérou
22/11/2011

[Gran Marcha: San Juan de Lurigancho condena la violencia contra la mujer](#)

Betty Ramos Aquino, betinforma: noticias San Juan de Lurigancho, Pérou
22/11/2011

[SJL: Miles de voces se dejaron escuchar en movilización contra el maltrato hacia la mujer](#)

senalalternativa.com
23/11/2011

Renforcement des capacités techniques de l'observatoire national de la violence et de la criminalité, 2011, Haïti

[Nouvelle étape pour la recherche sur la violence en Haïti](#)

PNUD, Port-au-Prince, Haïti
06/05/2011

Autres articles

[Políticas têm de acompanhar dinâmica da criminalidade](#)

Paula Miraglia, Folha de São Paulo, Brésil
02/01/2011



www.crime-prevention-intl.org

465, rue Saint-Jean, bureau 803, Montréal (Québec) Canada H2Y 2R6

Téléphone : 1 514-288-6731 Télécopieur : 1 514 288-8763 Courriel : cipc@crime-prevention-intl.org